JOURNAL DE LA HAYE.

BUREAU DE LA REDACTION
à La Haye, Spui, n° 75.
DÉTAILS POUR L'ABONNEMENT ET LES
ANNONCES,
Chez M. van Weelden, Libraire, Spui
et chez les Héritiers Desbroux, Li-
braires, Lange, Pooten, à La Haye.
Les lettres et paquets doivent être
envoyés à la direction *franc de port*

PRIX DE L'ABONNEMENT
PAR TRIMESTRE
Pour La Haye...
PRIX DES INSERTIONS
Les premières 5 lignes...
comptés et 20 cts par ligne, en sus

LE 14 JUILLET.
REVUE POLITIQUE.

Le sultan vient de faire un pas de plus dans la voie libérale. Reschid-Pacha et son protégé Ali-Pacha font partie de son conseil. Le protégé a été mieux traité que le protecteur, car Ali-Pacha est président du conseil. Mais, quoique placé en rang secondaire, Reschid-Pacha saura bientôt s'élever à la hauteur dont il est digne.

Sir Stratford Canning, envoyé extraordinaire d'Angleterre en Grèce, a quitté brusquement Athènes, dans la journée du 20 juin, pour se rendre à Constantinople. M. Canning est parti fort mécontent sans avoir même reçu son audience de congé du roi.

Le général Aupick, ministre plénipotentiaire de la république française, est dans une position très-fausse vis-à-vis du Divan. Ni le ministre des affaires étrangères, ni aucun employé du Divan, n'est encore allé lui faire visite. Il paraît que le général a demandé à son gouvernement ses lettres de créance, et que dès qu'il les aura reçues, il posera catégoriquement la question de la reconnaissance de la république.

Les affaires des principautés danubiennes préoccupent vivement le cabinet ottoman. Le commissaire de la Porte, Talaat-Effendi, a envoyé des dépêches de Bucharest, dont la nature est loin d'être satisfaisante, non pas tant pour ce qui concerne la Valachie et la Moldavie que pour la Serbie, la Bulgarie, la Croatie, où il y a un mouvement qui se prépare et qui semble devoir être hostile à la Porte. En Serbie, deux des principaux sénateurs, Botalaka et Mavinotitch, avaient quitté Belgrade pour aller assister à l'ouverture de l'Assemblée slave qui devait avoir lieu à Prague. Cette nouvelle, et d'autres symptômes encore, rassurent sur l'attention sérieuse du Divan, qui vient de désigner un employé supérieur de la Sublime-Porte pour se rendre en mission en Serbie. Jamais, depuis quelque temps, le Divan n'avait fait un usage aussi immodéré de commissaires. Reschid-Pacha, ministre des affaires étrangères, les expédie dans toutes les directions.

L'état des provinces danubiennes, vient de se compliquer encore, par l'abdication du prince de Moldavie, qui, ainsi que nous l'avons annoncé hier, après avoir fait d'importantes concessions à son peuple, a demandé et obtenu des passeports pour Cronstadt. Après le départ du prince, il s'est formé à Bucharest un gouvernement provisoire dont le métropolitain a été nommé président.

La question de la Moldavie, en admettant que le territoire de la Moldavie ne soit pas encore envahi par une armée russe, ne peut pas manquer d'acquiescer de la gravité. Le fait de la révolution qui s'est accomplie à Bucharest est certain. La population s'est donnée une constitution démocratique, que très probablement la Russie et la Turquie, les deux puissances protectrices de ces provinces, ne voudront pas sanctionner. On sait que l'envoyé russe a déjà quitté Bucharest.

Le bulletin de la bourse de Londres du 11, nous apprend que dans la cité on entretient encore des inquiétudes au sujet de la question danoise. Il serait très fâcheux qu'un nouveau conflit eût lieu entre les deux parties belligères. Ce qui semblerait être la cause de ces craintes, ce sont les dispositions qu'on prête au général Wrangel, qui, dit-on, paraît se considérer plutôt comme le général de l'Assemblée nationale de Francfort que comme le général prussien. On sait que les propositions de médiation que lord Palmerston a adressées aux cabinets de Berlin et de Copenhague portent sur ces deux bases, ou le partage du duché de Schleswig entre la portion danoise et allemande ou le rétablissement du statu quo ante. On prétend même que le cabinet de Copenhague ne se montre pas éloigné d'accepter une de ces propositions: le partage du duché. Dans ce cas on tracera la ligne de démarcation entre la ville de Schleswig et celle de Husum, de manière que la première deviendrait allemande et la dernière, danoise.

On a beaucoup parlé, dans ces derniers temps, des démarches du cabinet autrichien, soit à Milan, soit à Londres, pour arriver à un arrangement pacifique des affaires d'Italie. Ce qu'on a dit est parfaitement exact. Le gouvernement autrichien a effectivement fait une double ouverture à Milan et à Londres, afin d'amener une transaction qui fit cesser l'état de guerre. Le gouvernement provisoire de Milan, se rejetant sur sa situation actuelle vis-à-vis de la Sardaigne, n'a pas répondu à cet appel. D'un autre côté, le cabinet britannique, auquel la cour de Sardaigne avait également adressé, n'a pas cru à la possibilité de mettre à second les intérêts trop divergents des prétentions encore trop incommensurables des cabinets de Vienne et de Turin. Il n'a donc pas voulu se charger, comme dans la question de Schleswig, du rôle de médiateur.

Il paraît que le cabinet de Vienne se montre disposé à traiter la souveraineté de la Lombardie, moyennant la reconnaissance d'une partie de la dette publique par le gouvernement de la cour de Sardaigne met pour condition préalable la négociation l'évacuation entière du territoire italien, dans lequel on voudrait même comprendre la portion méridionale du Tyrol, qui n'a jamais fait partie de l'Italie et a toujours appartenu à l'Allemagne. Cette dernière observation est émise par l'évêque de Trente, qui, comme prince de l'ancien empire autrichien, son représentant à Ratisbonne. L'évêque dit le Spectateur de Londres, à qui nous empruntons cette nouvelle, ne saurait céder à une prétention aussi exorbitante. Sa propre sûreté et les besoins de la défense militaire de toute l'Allemagne s'y opposent aussi bien que l'intérêt bien entendu de l'équilibre européen.

La défense militaire de l'Allemagne, du côté des Alpes, repose, par l'Autriche, sur deux lignes principales qui se protègent et se soutiennent mutuellement. La première de ces lignes est celle du Mincio, la seconde, celle de l'Adige. La première s'appuie, à droite, sur la place forte de Peschiera et sur le lac de Garda, à gauche, sur Mantoue. La seconde a pour base, à droite, Verone, et, à gauche, la forteresse de Legnago. Si l'Autriche était privée de la ligne du Mincio, un ennemi pourrait entrer, sans obstacle, dans le cœur de cette monarchie; par conséquent, de l'Allemagne, par deux directions qui conduiraient rapidement, par le lac de Garda et Trente et dans le centre du Tyrol, et l'autre, également dans ce centre, par Castelnovo et Roveredo.

Ainsi la ligne du Mincio, qui protège celle de l'Adige, est absolument nécessaire pour que l'Autriche ne soit pas envahie en face de l'Italie. Mais cette ligne n'est pas complète sans Venise, car Venise, stratégiquement, est à l'Est et par mer, et que le Mincio est, par terre et à l'Ouest. Pas de ligne du Mincio sans Venise. Mais ce n'est pas tout: l'Allemagne n'aurait plus de sûreté pour Trieste, si Venise passait entre les mains d'une autre puissance que l'Autriche, et faisait partie de l'unité italienne.

Nous ne nous étions pas trompés hier en disant que le ministère sarde ne resterait pas longtemps aux affaires. Dans la séance du 6 juillet, le ministère a, en effet, annoncé aux deux chambres qu'il venait de donner sa démission. Le ministre des finances a même ajouté que cette démission avait été donnée par ses collègues et acceptée par le roi depuis quinze jours, et que S. M. l'avait chargé, ainsi que M. Ricci, de former un autre ministère. Mais les choses ont bien changé depuis deux semaines. La loi de la fusion du Piémont et de la Lombardie a été fatale à la plupart des ministres. M. Ricci y a perdu une partie de sa popularité; d'après le dernier vote de la chambre, il ne se trouve ni assez influent, ni assez libéral pour offrir une combinaison qui rencontrerait à la fois l'assentiment du roi et les sympathies du parlement.

Nous sommes absolument sans nouvelles du théâtre de la guerre. Les armées belligères se préparent à une grande bataille qui doit bientôt se livrer. L'armée autrichienne a reçu de nombreux renforts et celle de Charles-Albert également, en sorte que leurs forces sont à peu près égales.

Si nous en croyons une lettre de Toulon, en date du 6, on venait de recevoir dans cette ville la nouvelle que la flotte de la Méditerranée avait déjà dû quitter son mouillage de Castellamare pour se rendre sur les côtes de Sicile.

Ce départ était attribué à l'intention formellement manifestée par le roi Ferdinand, de ne donner aucune suite à l'affaire des indemnités du 15 mai, tant que le séjour de la flotte française, dans les eaux de Naples, prêterait à cette mesure un caractère offensant pour la dignité du gouvernement napolitain.

Nous publions plus loin une correspondance de Berne, qui annonce qu'au moment où l'on s'y attendait le moins, le conseil exécutif de la République de Berne, directoire fédéral, à la majorité de cinq voix contre quatre, a décrété de proposer au grand-conseil de la république de rejeter le projet de constitution fédérale que la diète suisse vient d'élaborer avec tant de peine. Ce résultat est fondé sur le préjudice matériel qui résulterait pour le canton de Berne de l'adoption de la nouvelle charte fédérale.

La séance d'avant-hier de l'assemblée nationale de France est un nombre de celles qui présentent peu d'intérêt. L'assemblée a adopté un décret qui porte que les corps du général Duvivier et du colonel Charbonnel seront déposés aux Invalides, et un autre décret, ayant pour but de dégager les endosseurs des bons du trésor. Le reste de la séance a été consacré à des rapports de pétitions sans intérêt.

Un ordre du jour du général Lamoricière, ministre de la guerre, casse le bataillon du 18^e régiment qui, pendant l'insurrection, a rendu ses armes sur la place des Vosges; et un autre ordre du jour du commandant en chef des gardes nationales de la Seine, admoneste un colonel, prévenu de négligence dans l'exercice de ses fonctions.

Ces deux actes, d'une justice rigoureuse peut-être, mais incontestablement nécessaires, ont produit une vive sensation dans Paris.

Les bruits de complots, de nouvelles tentatives d'insurrection continuent à circuler dans Paris et ont même pris un corps. Un journal, l'Avenir national, donne sur un complot qui viendrait d'être découvert, des détails que nous reproduisons plus loin. Mais aucune crainte ne peuvent être conçues. En admettant que l'insurrection fût assez téméraire, assez frappée de vertige pour songer à relever la tête en ce moment, les forces réunies à Paris et les mesures prises sont telles, que toute tentative sérieuse ne ferait que fournir l'occasion d'un dernier et exemplaire châtement.

Si nous en croyons une lettre de Paris, une dépêche télégraphique, reçue hier à Paris, annonce que le pape a reconnu solennellement la République française le 7 de ce mois. Un courrier de l'Algérie a aussi apporté la reconnaissance officielle de l'empereur du Maroc.

Son Exc. le ministre du culte réformé ad interim a donné hier à l'hôtel du Vieux-Doelen un magnifique dîner de 40 couverts aux membres de la commission du synode. Tous les ministres du Roi, M. le général Trip et M. le bourgmestre de la ville de La Haye y ont assisté.

C'est la première fois que le ministre du culte catholique assiste au dîner que le chef du département donne annuellement aux membres du synode.

Le ministre du culte réformé a porté le toast au Roi, qui a été accueilli avec un grand enthousiasme.

On parle beaucoup, depuis quelques jours, d'une lettre que M. de Scherpenzeel-Heusch a fait parvenir de Francfort aux électeurs du Limbourg pour les instruire de l'état des choses, et réclamer un nouveau pétitionnement. Voici une traduction exacte de cette pièce:

Francfort, le 29 juin 1848.
Messieurs,
Ce matin, après une délibération de huit jours, le pouvoir exécutif a été formé; demain, selon toute probabilité, l'archiduc Jean d'Autriche sera élu président de ce pouvoir.

En ce qui concerne maintenant les affaires du Limbourg, je puis vous communiquer ce qui suit:

Avant la fin de la semaine courante, la question limbourgeoise sera traitée dans la section à laquelle elle avait été renvoyée. Les membres de cette section m'ont dit provisoirement que cette affaire aura le résultat que nous désirons, et que je pouvais communiquer cela à mes commettants. Les bases de la constitution allemande, qui ont été élaborées en section, seront discutées dans le courant de la semaine prochaine.

Ces bases ayant été fixées, on procédera à notre affaire et celle-ci sera alors déjà résolue de soi-même dans ses parties principales par suite du vote de la constitution. Il va sans dire que je resterais en attendant que l'assemblée nationale ait décidé que la Hollande n'a pas le droit de participer le Limbourg à sa dette publique; si la décision de l'assemblée n'est pas rendue dans ce sens, alors je protesterai contre la réunion à l'Allemagne, car notre sort deviendrait pire, au lieu de devenir meilleur. Ne vous inquiétez pas cependant: tous les membres de l'assemblée me donneront continuellement l'assurance qu'ils n'abandonneront pas le Limbourg, même s'il devait en résulter une guerre avec la Néerlande. Ainsi donc, mes amis, ayez patience, attendez tranquillement chez vous le résultat des événements et pensez que vos députés, loin de leur famille et de leurs affaires, doivent avoir cent fois plus de patience que vous. Je crois que quinze jours s'écouleront encore avant que notre sort soit définitivement fixé.

Il serait bon de faire parvenir à l'assemblée nationale allemande, de toutes les localités des environs de votre ville, des pétitions demandant la réunion à l'Allemagne: plusieurs communes peuvent signer une seule et même pétition, en prenant seulement la précaution de faire précéder ou suivre les signatures du nom de la commune. Je recommande à MM. les électeurs de Ruremonde d'avoir soin de m'envoyer ces pétitions le plus tôt possible, car le gouvernement néerlandais, à l'aide de ses agents diplomatiques, fait répandre ici le bruit que le Limbourg est opposé à la séparation et que c'est seulement la canaille qui a fait les élections.

Je prie M. N... d'avoir la bonté de transmettre la présente par copie, MM. NN. — La pétition de Ruremonde et celle du canton de Horst, me sont parvenues: je les présenterai en temps utile.

Agréés mes salutations cordiales.
Signé, Baron VAN SCHERPENZEEL-HEUSCH.

Le Journal du Limbourg, dont nous empruntons la circulaire qui précède, accompagne cette pièce des réflexions suivantes:

Cette lettre, adressée aux électeurs de Ruremonde, a été lithographiée par les soins de M. Ferdinand van Stralen et expédiée à tous les électeurs dans la province. Il ressort évidemment de cette communication faite aux électeurs, que M. de Scherpenzeel est dans des inquiétudes à l'égard de son entreprise. Tout en disant que les membres de la section chargée de l'examen de la question limbourgeoise lui assurent provisoirement que l'affaire sera résolue suivant ses vœux, il demande un nouveau pétitionnement pour combattre les démarches de la diplomatie néerlandaise. Si la question est résolue, à quel bon pétitionner?

Le 29 juin, M. de Scherpenzeel annonce qu'avant la fin de la semaine courante la question du Limbourg sera traitée. Voilà quinze jours d'écoulés sans qu'il soit question de ces affaires. On voit que M. de Scherpenzeel donne des apaisements à ses commettants sans avoir le moindre renseignement sur les travaux des sections. Il y a plus: le 18 juin, il disait à l'un de nous, avec tout aussi peu de fondement, que la commission des affaires internationales ferait son rapport le lundi 21 du même mois. On voit que, quoique membre de l'assemblée, il est fort mal initié aux travaux de celle-ci.

M. de Scherpenzeel, dans la lettre aux électeurs, se ménage visiblement une retraite pour le jour où sa cause sera perdue. Il protestera, dit-il, contre la séparation, si le parlement allemand ne décide pas que le Limbourg ne doit point participer à la dette hollandaise. Or, M. de Scherpenzeel sait que les membres les plus influents de l'assemblée sont d'avis que cette question n'est pas de leur compétence. « Si une séparation devait s'opérer, nous ont dit ces députés, la liquidation des affaires financières limbourgeoises devrait complètement rentrer dans la compétence de la commission à nommer par le Limbourg et par la Néerlande, et dans cette liquidation l'assemblée nationale n'a rien à voir, attendu qu'elle ne s'occupera jamais des affaires intérieures des Etats. » Donc, en faisant de la dette une question de retraite, M. de Scherpenzeel cherche un abri contre l'insuccès de ses négociations sur tous les points. C'est ce qui sera bientôt prouvé.

Il est douloureux pour toute la province que M. de Scherpenzeel ait engagé la lutte dans laquelle il va succomber. De ces menées il est résulté une division déplorable entre les habitants. Un espoir chimérique de remboursement d'impôts, déjà payés a été répandu parmi cette partie de la population qui ne raisonne pas. Que résultera-t-il du désillusionnement de ces gens? Une réaction qui pourrait produire des désordres dans un esprit contraire à celui qui dirige aujourd'hui tant de communes dans leurs manifestations.

M. de Scherpenzeel a déployé dans la question du Limbourg une activité digne d'un meilleur sort. Si, au lieu de se placer sur le terrain allemand, il eût recherché le mandat de député aux Etats-Généraux, par son énergie, par sa persistance à réclamer en faveur du Limbourg, il aurait rendu des services incalculables à celui-ci, tandis qu'aujourd'hui il s'épuise en vains efforts pour faire réussir une combinaison qui serait fatale à la province.

M. de Scherpenzeel se plaint de la diplomatie néerlandaise, laquelle aurait dit que la canaille seule avait pris part aux élections. Ces termes n'ont rien de nouveau dans le vocabulaire des diplomates, et c'est une nouvelle invention destinée à porter de l'irritation dans la population. Mais quels sont donc, bon Dieu, les affidés de M. de Scherpenzeel dans le Limbourg? A Ruremonde, c'est M. Ferdinand van Stralen! Ne pouvait-il attacher à sa cause quelques noms respectables? Il doit savoir, comme tout le monde, que M. van Stralen n'est pas placé dans la société sur un échelon qui commande le respect; que récemment il s'est fait élire de la Grande-Société de Ruremonde; que dans ses relations de famille il est bien loin d'inspirer la considération. Et c'est cependant l'homme qui est chargé de répandre des écrits de M. de Scherpenzeel et de plaider sa cause sur tous les tons. On ne saurait être plus malheureux dans le choix d'un représentant. Faut-il croire que personne autre n'aurait voulu seconder M. de Scherpenzeel?

Quant à ces bons cultivateurs, qui ne jurent que par M. de Scherpenzeel, il faut les respecter et les plaindre. On les a trompés; ils croient véritable-

ment, dans leur simplicité, non seulement à un dégrèvement d'impôts considérable, mais encore à un remboursement de toutes les contributions payées depuis neuf ans. M. de Scherpenzeel leur a garanti ce remboursement! Ils ont cru jusqu'à preuve contraire. Pour imiter M. de Scherpenzeel, nous prédisons que cette preuve sera faite avant la fin de ce mois.

THÉÂTRE ROYAL-FRANÇAIS.

Les débuts qui se succèdent à notre théâtre royal français, depuis l'ouverture de l'année théâtrale, sans que l'administration ait encore pu parvenir à se fixer sur le choix de sujets dignes de notre scène lyrique, nous ont empêché jusqu'à ce jour de rendre compte des représentations qui ont eu lieu; on comprendra facilement que nous nous en sommes abstenus par égard pour les vaincus. En effet, quel intérêt y aurait-il en pour l'art et pour le public, d'entendre le nom des artistes condamnés à l'ostracisme? Nous reprendrons avec un nouveau plaisir la série d'articles que nous avions autrefois l'habitude de consacrer à la revue des représentations de notre théâtre royal français, quand le personnel de sa troupe sera définitivement constitué. Mais la représentation de *Guillaume Tell* qui a eu lieu hier soir, nous a laissés sous le charme d'une trop vive impression pour ne pas donner libre cours aujourd'hui à un désir que nous avons de payer par anticipation un juste tribut d'éloges aux débutants M. Pauly et Obin, et à M. Chaumier qui, dans le trio du second acte, ont excité les transports enthousiastes du public. Jamais peut-être sur notre scène la magnifique musique de Rossini n'avait été interprétée avec une si grande perfection, avec un charme, une vigueur et un entraînement aussi irrésistibles. Les bravos et les applaudissements longtemps prolongés de la salle entière ont accueilli ces acteurs et constaté leur triomphe. Ce brillant début a placé M. Pauly et Obin au rang des artistes les plus distingués que nous ayons possédés jusqu'ici. Considérons aussi les justes applaudissements qui ont été décernés à la débutante Mlle Bouché, dans son rôle du second acte dont l'exécution a pleinement satisfait ceux mêmes qui jusqu'ici auraient encore voulu apporter quelque réserve dans leur suffrage en vers la débutante.

Situation financière de la France.

Le rapport du ministre des finances sur la situation financière de la France n'a que médiocrement satisfait l'opinion publique; il peut être intéressant d'établir cette situation telle qu'elle résulte des réglemens définitifs des budgets antérieurs.

Découvert de l'exercice 1840	138,004,530 fr.
— 1841	18,694,405
— 1842	103,612,172
— 1843	39,826,738
— 1844	121,530
Total	305,319,375 fr.

Le budget de l'exercice 1845 a présenté un excédant de recettes de 1,932,065 francs, dont il a été fait compte à l'exercice 1846 :

Le découvert de 1846 est évalué à	79,305,899 fr.
Celui de 1847, à	48,890,417
Ensemble	128,196,316 fr.

Les découverts de 1840 à 1847 inclusivement présentent donc, en totalité, une somme de 433,515,691 fr. Leur extinction devait avoir lieu au moyen de l'application des réserves suivantes de l'amortissement :

Réserve de 1842	67,111,792 fr.
— 1843	69,876,633
— 1844	82,505,042
— 1845	75,127,372
Portion de la réserve de 1846	10,698,536

Somme égale aux découverts de 1840 à 1844 205,319,375 fr.

Il devait rester pour amortir les découverts de l'exercice 1845 :

1. Le complément disponible de la réserve à réaliser en 1846. 67,180,138 fr.
2. Et 61,016,138 fr. à prendre sur la réserve de l'amortissement de 1847, évalué à 80,902,000 fr. ci. 61,016,128

Somme égale: 128,196,316 fr.

Les 19,885,962 francs formant le complément de la réserve de 1847 devaient être applicables, à partir de 1848, au remboursement des avances que l'article 18 de la loi du 11 juin 1842 a mises provisoirement à la charge de la dette flottante du trésor, pour l'établissement des chemins de fer et pour les autres grands travaux extraordinaires qui s'exécutent sous le régime financier consacré par cette loi.

L'intention du ministre Duclercq, d'après son exposé sur la situation financière du pays, est d'appliquer désormais les réserves de l'amortissement aux travaux extraordinaires de la république, et au solde des découverts de budgets.

Indépendamment des découverts du budget dont l'extinction devait avoir lieu, comme nous venons de le dire, il y a la dette publique, dont voici les éléments :

Dette consolidée	5,891,044,368 fr.
Emprunts relatifs aux canaux, s'élevant en totalité à 126,900,000 fr., mais dont reste à amortir	95,894,887
Capitaux de cautionnements	233,388,333
Dette flottante du trésor, par évaluation	585,000,000

Total de la dette de l'Etat, en capital 6,805,212,538 fr.

En 1789, la dette publique était de 127,000,000 fr.; elle s'éleva successivement jusqu'à 174,800,000 fr., mais les lois des 24 août 1793 et 30 septembre 1797 ayant annulé toutes les rentes des émigrés et des établissements maintenus, et réduit des 2/3 le surplus de la dette, celle-ci fut fixée à 41,717,837 fr.; et prit le nom de dette consolidée. Sous le Consulat et l'Empire, elle s'accrut de 21,590,000 fr. ce qui l'éleva, au 1^{er} avril 1814, à 63,308,837 fr. de rente 5 pour cent au capital nominal de 1,266,152,740 fr. En 1829 la dette consolidée était de 200 millions de rentes. Les crédits demandés pour le service de cette dette, pour l'exercice 1848, sont de 242,401,386 fr., au capital nominal de 5,891,044,368 fr. indiqué ci-dessus.

Parlement napoléonien.

Nous avons annoncé que l'ouverture du parlement napoléonien a eu lieu le 1^{er} juillet. Il y avait quatre-vingt-quatre députés présents. Toutes les boutiques étaient fermées en ville. Le duc de Serra-Capriola, s'est rendu au Musée Bourbonnien, et il a donné lecture du discours de la couronne, ainsi conçu :

« Messieurs, au moment où mon cœur palpitait d'avance le jour désiré où je me verrais entouré des chambres législatives du royaume, un fatal dévouement que je déplore toujours est venu malheureusement différer la session solennelle du parlement. C'est pour moi, dans cette douleur profonde, une consolation de vous voir ici rassemblés; car, pour faire renaître dans notre commune patrie bien aimée la véritable prospérité à laquelle tout peuple civilisé a le droit de prétendre, il faut que nous nous réunissions. Les libres institutions par moi impieusement sanctionnées, et que vous demandez à être révoquées, ont été rédigées sur des bases erronées. Je propose en conséquence de développer les divers systèmes d'application. J'apprends avec une sollicitude toute spéciale sur ces objets importants.

» En ce qui touche les différents projets qui vous seront présentés, vous établirez surtout les réglemens pour l'administration spéciale des villes; » et des provinces; réglemens qui sont la base de toute société politique; » les réglemens qui devront réorganiser définitivement la garde nationale; » à qui il appartient de veiller au maintien de la tranquillité intérieure de l'Etat; enfin les régles propres à répandre plus sûrement l'instruction publique parmi toutes les classes, afin de promouvoir la civilisation et de conserver intacte à l'avenir cette gloire que nous ont léguée tant d'esprits distingués.

Les finances publiques méritent votre attention toute spéciale. Il faut des remèdes prompts et généreux à l'inévitable pénurie à laquelle les ont réduits tant de vicissitudes politiques. Je ne doute pas que sur cette terre féconde ne puisse bientôt se rétablir l'équilibre entre les besoins indispensables et les moyens les plus propres à assurer le service public.

Vous chercherez à découvrir courageusement les occasions ou les prétextes des funestes perturbations qui agitent le royaume, qui ont paralysé d'une part, toute espèce d'industrie et de commerce, et ont été, d'autre part, jusqu'à attenter à la propriété et à l'honneur des particuliers. Par des mesures énergiques, vous ferez cesser ce fâcheux état de choses, et vous l'empêcherez de se reproduire. C'est un besoin universellement senti. L'ordre, sans lequel n'est possible aucune prospérité civile, ne peut découler que de lois sages, et la liberté repose exclusivement sur l'ordre.

En général, je n'ai pas de raison de croire que nos relations pacifiques avec les autres puissances de l'Europe soient aucunement changées. Heureusement et mesure de donner tous nos soins à l'administration intérieure de l'Etat, nous pourrions contribuer de concert à la faire prospérer tranquillement dans ces voies. Indéfiniment dans ma résolution d'assurer le bien-être et la jouissance d'une liberté bien entendue, je ferai de ce noble objet la constante préoccupation de ma vie, et votre concours bénévole m'en garantira toujours le succès. Prenez Dieu à témoin de la pureté de mes intentions; il ne me reste plus qu'à en appeler à vous et à l'histoire.

Nouvelles de Suisse.

On écrit de Berne, le 4 juillet :

Le projet de constitution fédérale, tel que la diète l'a adopté, vient de sortir de presse. Nous en publions les dispositions générales :

Art. 1^{er}. Les peuples des vingt-deux cantons souverains de la Suisse, unis par la présente alliance, savoir: Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwalden (le Haut et le Bas), Glaris, Zug, Fribourg, Soleure, Bâle (Ville et Campagne), Schaffouse, Appenzel (les deux Rhodes), Saint-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève forment dans leur ensemble la confédération suisse.

Art. 2. La confédération a pour but d'assurer l'indépendance de la patrie, contre l'étranger; de maintenir la tranquillité et l'ordre à l'intérieur, de protéger la liberté et les droits des confédérés, et d'accroître leur prospérité commune.

Art. 3. Les cantons sont souverains et tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la constitution fédérale, et, comme tels, ils exercent tous les droits qui ne sont pas délégués au pouvoir fédéral.

Art. 4. Tous les Suisses sont égaux devant la loi. Il n'y a en Suisse ni sujets, ni privilèges de lieux, de naissance, de personnes ou de familles.

Art. 5. La confédération garantit aux cantons leur territoire, leur souveraineté dans les limites fixées par l'art. 3, leurs constitutions, la liberté et les droits du peuple, les droits constitutionnels des citoyens, ainsi que les droits et les attributions que le peuple a conférés aux autorités.

Art. 6. A cet effet, les cantons sont tenus de demander à la confédération la garantie de leur constitution.

Cette garantie est accordée, pourvu :

1. Que les constitutions de renferment rien de contraire aux dispositions de la constitution fédérale;
2. Que les cantons exercent les droits politiques et les attributions républicaines;
3. Quelles aient été acceptées par le peuple et qu'elles puissent être révisées, lorsque la majorité absolue des citoyens le demande.

Art. 7. Toute alliance particulière et tout traité d'une nature politique entre cantons sont interdits.

En revanche, les cantons ont le droit de conclure entre eux des conventions sur les objets de législation, d'administration ou de justice.

Toutefois, ils doivent les porter à la connaissance de l'autorité fédérale, laquelle, si ces conventions renferment quelque chose de contraire à la confédération ou aux droits des autres cantons, est autorisée à en empêcher l'exécution. Dans le cas contraire, les cantons contractants sont autorisés à réclamer pour l'exécution la coopération des autorités fédérales.

Art. 8. La confédération a seule le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix, ainsi que de faire avec les Etats étrangers des alliances et des traités, notamment des traités de péage (douanes) et de commerce.

Art. 9. Toutefois, les cantons conservent le droit de conclure avec les Etats étrangers des traités sur des objets concernant l'économie publique, les rapports de voisinage et de police; néanmoins, ces traités ne doivent rien contenir de contraire à la confédération ou aux droits d'autres cantons.

Art. 10. Les rapports officiels entre les cantons et les gouvernements étrangers ou leurs représentants, ont lieu par l'intermédiaire du conseil fédéral.

Toutefois, les cantons peuvent correspondre directement avec les autorités inférieures et les employés d'un Etat étranger, lorsqu'il s'agit des objets mentionnés à l'article précédent.

Art. 11. Il ne peut être conclu de capitulations militaires.

Art. 12. Les membres des autorités fédérales, les fonctionnaires civils et militaires de la confédération, et les représentants ou les commissaires fédéraux ne peuvent recevoir d'un gouvernement étranger ni pensions, ni traitements, ni titres, présents ou décorations.

S'ils sont déjà en possession de pensions, de titres ou de décorations, ils devront renoncer à jouir de leurs pensions et à porter leurs titres et leurs décorations pendant la durée de leurs fonctions. Toutefois, les employés inférieurs peuvent être autorisés par le conseil fédéral à recevoir leurs pensions.

Art. 13. La confédération n'a pas le droit d'entretenir des troupes permanentes.

Nul canton ou demi-canton ne peut avoir plus de 300 hommes de troupes permanentes sans l'autorisation du pouvoir fédéral; la gendarmerie n'est pas comprise dans ce nombre.

Art. 14. Des différends venant à s'élever entre cantons, les Etats s'abstiendront de toute voie de fait et de tout armement. Ils se soumettront à la décision qui sera prise sur ces différends, conformément aux prescriptions fédérales.

Art. 15. Dans le cas d'un danger subit provenant de dehors, le gouvernement du canton menacé doit requérir le secours des Etats confédérés, et en avisant immédiatement l'autorité fédérale, le tout sans préjudice des dispositions qu'elle pourra prendre. Les cantons requis sont tenus de prêter secours. Ces frais sont supportés par la confédération.

— On nous écrit de Berne, le 8 juillet :

« Au moment où l'on s'y attendait le moins, le conseil exécutif de la république de Berne, directeur fédéral, à la majorité de cinq voix contre quatre, vient de décréter de proposer au grand-conseil de la république convoqué extraordinairement pour le 17 courant, de rejeter le projet de constitution fédérale que la diète suisse vient d'élaborer avec tant de peine. Ce résultat, qui pourra avoir les conséquences les plus graves sur le sort de la nouvelle constitution, et partant sur les destinées de la Suisse, est fondé, en apparence, sur le préjudice matériel qui résulterait pour le canton de Berne de l'adoption de la nouvelle charte fédérale; mais, en réalité, il est le fruit d'une intrigue sordide contre le président de la diète fédérale, M. Ochsenbein, grand partisan de la nouvelle constitution, que ses adversaires accusent de vouloir à tout prix la destruction, etc.

» La Suisse entière a maintenant les yeux fixés sur Berne; car nul doute que de l'issue du vote du grand-conseil, qui est aujourd'hui impossible de prévoir, ne dépende l'avenir de la confédération helvétique. La Providence permettra-t-elle que de si misérables causes produisent des conséquences aussi importantes? »

Nouvelles d'Espagne.

MADRID, 7 JUILLET. — La reine, accompagnée de son auguste époux, est partie hier à minuit pour la résidence royale de Saint-Ildephonse.

La reine mère et le duc de Rianzarès sont partis avec la reine pour la Granja, le ministre de la marine est le seul membre du conseil qui accompagne actuellement la reine à sa résidence royale.

Les bruits les plus absurdes ont circulé après l'arrivée du courrier de France, porteur de dépêches pour M. de Lesseps. On a parlé du rappel de M. de Lesseps, fondé sur ce que l'Espagne ayant contribué, par des subsides, à l'insurrection de Paris, la guerre avec la France était imminente. Ces bruits propagés à la bourse, y ont trouvé quelque écho. Le 3 p. c. a fléchi d'un 1/2 p. c. Mais on a bientôt appris par une voie sûre que tous ces bruits n'avaient pas le moindre fondement, et que les dépêches apportées par le courrier de Paris, renferment seulement le complètement des instructions adressées à M. de M. de Lesseps, instructions ayant pour but de travailler à maintenir avec l'Espagne les relations les plus amicales.

La reine, sur l'observation qui lui a été faite par le chargé d'affaires de la république française, a libéré les empruntiers de la partie de l'avance des 100 millions décrétés le 21 juin dernier, dont ils étaient grevés dans la contribution industrielle et commerciale. Les cotes dont ils sont grevés pour la propriété territoriale sont maintenues.

— On disait hier, à la bourse, que, d'après l'ordre du tribunal de commerce, on allait vendre non seulement les dépôts que la banque de M. Salamanca, mais aussi tous les biens, meubles et immeubles qu'il possède, jusqu'à extinction des sommes qu'il doit à cet établissement.

— On parle de la faillite d'une des premières maisons de cette ville; nous attendrons de plus amples informations avant de faire connaître le nom de cette maison.

Nouvelles du Mexique.

Nous avons annoncé que la ratification du traité de paix entre les Etats-Unis et le Mexique a eu lieu, et que les troupes américaines doivent avoir quitté le territoire mexicain dans les 10 jours qui suivent l'échange des ratifications. Voilà donc une guerre, qui a duré deux ans, terminée, et le Mexique livré de nouveau à lui-même, et nous saurons avant peu si cette rude leçon, qui a duré deux ans, et qui lui coûte le tiers de son territoire, lui a du moins servi à quelque chose. Malheureusement il est aisé de voir, dès à présent, que, pour certains hommes, cette expérience n'aura porté aucun fruit. Le jour même où s'échangeaient les ratifications, le *Progreso* donnait le signal du schisme: « La plume nous tombe des mains, dit ce journal, en annonçant à nos lecteurs, qu'hier a été consommée la ruine de la république. » D'un autre côté, on parle déjà d'une coalition qui se formerait entre les Etats de Tamouliques, Nuevo-Leon, une partie de ceux de Vera-Cruz et de Puebla, à l'effet de former la Sierra Madre et sous le patronage des Etats-Unis. Ce sont là de tristes symptômes pour l'avenir que la paix réserve au Mexique.

Toutefois, nous devons rendre cette justice au congrès, qu'il montre des intentions pleines de sagesse et de fermeté: il semble cette fois avoir compris la grandeur et la difficulté de l'œuvre que les événements lui donnent à accomplir. A peine le traité ratifié, les représentants ont senti qu'il était urgent d'organiser définitivement le pouvoir exécutif, et le 30 mai au soir, à l'heure même où s'accomplissait l'échange des ratifications, le général Herrera était proclamé président par les voix de onze Etats, dont les noms ne sont pas inutiles à mentionner. Ce sont Guanajuato, Mexico, Michoacan, Oujaca, Puebla, Queretaro, San-Luis, Tamouliques, Vera-Cruz, Jalisco et le district fédéral. Cinq autres Etats, Chihuahua, Coahuila, Durango, Tabasco et Zacatecas s'étaient proposés pour don Angel Trias. Santa Anna, dans un premier tour de scrutin, avait obtenu trois voix, qui servent de moins à constater l'existence d'un parti en sa faveur.

Diverses propositions qui indiquent l'esprit de prévoyance et de libéralisme ont déjà été émises en avant dans la chambre. Plusieurs sont relatives à une nouvelle organisation de l'armée, sur un cadre beaucoup plus restreint et uniquement en vue de la protection des frontières; d'autres demandent la suppression de certains convents et l'abolition des noviciats pour les hommes. Ce seraient là, si elles étaient adoptées, de salutaires innovations, et un premier pas vers la défaite de cette double oligarchie militaire et monacale qui a été jusqu'ici le fléau du Mexique.

Nouvelles de Turquie.

On écrit de Constantinople, le 27 juin, au *Journal des Débats* :

« Conformément à nos prévisions qui, du reste, étaient des plus générales depuis l'exil de Saïd-Pacha, Reschid-Pacha et Ali-Pacha ont décidé de rentrer dans les conseils du sultan. Le premier a été nommé membre du conseil des ministres, et Ali-Pacha, président du grand conseil de justice, en remplacement de Halil-Pacha. La rédaction du *hat*, qui annonçait ces changements était si obscure, et le public d'ailleurs était tellement habitué jusqu'ici à voir la fortune d'Ali-Pacha subordonnée à celle de Reschid, que le premier jour où ces changements furent connus, tout le monde croyait que c'était Reschid-Pacha qui avait été élevé à la présidence du conseil de justice. Mais il n'y a plus à s'y tromper, c'est Ali-Pacha qui est président du conseil, et qui prime, dans cette circonstance, celui qui avait été considéré jusqu'ici comme son protecteur. Tout le monde a été généralement surpris de cette demi-faveur accordée à Reschid-Pacha; on n'a vu un reste de timidité du sultan, qui a craint sans doute d'effaroucher l'opinion des Turcs rétrogrades, qui sont au pouvoir; et qui ont déjà vu avec dépit la disgrâce et l'exil de Saïd-Pacha. Néanmoins Reschid n'est pas homme à se contenter. Longtemps d'une position modeste, et bien des gens croient qu'il n'a accepté sa nomination que sans portefeuille qu'avec l'assurance que lui a été donnée d'être bientôt à un poste important. Quoiqu'il en soit, le retour d'Ali-Pacha à Reschid-Pacha au pouvoir a une signification bien marquée. La tentative de réaction arrachée à la timidité du sultan par quelques membres fanatiques du cabinet a complètement échoué. S. M. a, pour sa religion, avait été indignement surprise, qu'on l'aurait entraîné dans une fausse voie, que sa considération même en avait souffert, et elle a le courage de faire taire son amour-propre pour revenir franchement à des idées qui représentent au plus haut degré les idées de réforme et de progrès.

L'élévation d'Ali-Pacha à la dignité de Président du grand conseil de justice a été accueillie favorablement par tous les hommes éclairés de la Turquie; les puissances de l'Europe qui s'intéressent sincèrement à la régénération de l'empire ottoman doivent aussi s'en féliciter. Ali-Pacha est un ministre d'un esprit distingué, d'intentions pures, d'idées avancées, d'un patriotisme sans reproches. Avec un peu plus de dévouement et un peu plus de confiance en lui-même, ce serait un ministre accompli. A ces changements nous devons ajouter celui de Hassib-Pacha, Ercof-Naziri, directeur des fondations pieuses qui a été remplacé par Arif-Pacha, et celui de Chefik-Bey, qui a été nommé conseiller au département de la marine. Hassib-Pacha avait rempli en dernier lieu dans les intrigues dirigées contre les hommes du progrès; c'était un des plus fanatiques du ministère. Chefik-Bey est le secrétaire du sultan, qui avait été renvoyé du palais en même temps que Reschid-Pacha, et qui a été révoqué de son poste de grand-visir. C'est un homme honnête, intelligent et digne de progrès. On assure que les conseils de Riza-Pacha, qui sont en ce moment de la confiance du sultan, n'ont pas peu contribué à ramener le sultan au système du progrès et de la réforme qu'un moment d'égarement lui avait fait abandonner. La conduite du secrétaire vis-à-vis de Reschid-Pacha et d'Ali-Pacha dans cette circonstance lui fait le plus grand honneur.

Sir Stratford-Canning, ambassadeur de S. M. britannique, est enfin revenu prendre son poste samedi dernier, après environ deux années d'absence. Aujourd'hui même il doit se rendre à la Porte pour faire ses visites officielles aux principaux membres du cabinet. On est très impatient de savoir si les événements qui se sont passés en dernier lieu en Europe modifieront la ligne de politique que ce diplomate avait tenue jusqu'ici vis-à-vis de la Turquie.

Le général Anpik, ministre plénipotentiaire de la république française et toujours dans la capitale, a été remplacé par M. de la Roche-Aymon, d'un nom qui n'est encore allé lui faire visite. Il paraît que le général a écrit au gouvernement ses lettres de créances, et que dès qu'il les aura reçues il posera catégoriquement au Divan la question de la reconnaissance de la République.

Les affaires des principautés continuent à préoccuper vivement le cabinet ottoman. Le commissaire de la Porte, Talaat-Effendi, a envoyé des dépêches de Bucharest, dont la nature est loin d'être satisfaisante, non pas tant pour ce qui concerne la Valachie et la Moldavie que pour la Serbie, la Bulgarie, la Croatie, où il y a un mouvement qui se prépare, et qui semble devoir être hostile à la Porte. En Serbie, deux des principaux sénateurs, Botalka et Mavinovisht, avaient quitté Belgrade pour aller assister à l'ouverture de l'assemblée slave qui devait avoir lieu à Prague. Cette nouvelle et d'autres symptômes rassurants ont attiré l'attention sérieuse du Divan, qui vient de désigner un employé supérieur de la Sublime-Porte pour se rendre en mission en Serbie. Jamais, depuis quelque temps, le Divan n'avait fait un usage aussi immodéré de commissaires. Rifaat-Pacha, ministre des affaires étrangères, les expédie dans toutes les directions.

Nouvelles de Russie.

D'après les dernières nouvelles de St-Petersbourg, reçues par la voie de Berlin, la capitale de l'empire russe a été plusieurs jours en proie à une certaine agitation. Les individus atteints du choléra et transportés dans les hôpitaux subcubaient si vite que le peuple a cru à un empoisonnement des fontaines. Il s'est donc rassemblé dans les rues en masses menaçantes et le bruit est généralement répandu qu'il voulait assaillir les hôpitaux des cholériques. Alors on a immédiatement appelé les troupes de la garde qui étaient en grande partie leur camp d'été, et l'on a placé des piquets de troupes dans les rues et des canons sur les places, guérissant ainsi le peuple de son soupçon insensé. Le czar se conduit admirablement. Tous les jours il visite la capitale et le danger est le plus grand.

Dans une proclamation au peuple, l'Empereur a menacé des peines les plus sévères quiconque renouvelerait de pareils attentats.

Tels sont les faits qui ont donné lieu aux bruits ridicules d'une sanglante émeute qui aurait éclaté à St-Petersbourg.

(Gaz. de la Chapelle.)

Le *Moniteur de Prusse* contient des nouvelles de St-Petersbourg du 6 juillet, annonçant que dans cette capitale on fait des processions et des prières publiques pour invoquer la bénédiction du Ciel contre le fléau qui désola la capitale. Au 4 juillet le nombre des malades était de 2606.

Le roi de Prusse, dit une lettre de Dresde, a fait parvenir au prince de Saxe-Cobourg une lettre de félicitations dans laquelle le prince de Prusse est désigné comme ayant été suscité par les révolutionnaires.

Nouvelles de France.

PARIS, 12 JUILLET. — L'*Avenir national*, journal nouveau, annonce ce matin qu'une conspiration a été découverte l'avant-dernière nuit. Voici l'article de l'*Avenir national*:

Nous n'avons pas voulu égarer le public en parlant d'une conspiration dans les rues de la capitale, laquelle nous pensions bien qu'était la police. Les révélations d'augmenter par des révélations imprudentes les appréhensions déjà trop nombreuses, et de nuire au rétablissement de la confiance.

Aujourd'hui que la conspiration a été déjouée, nous pouvons parler sans inconvénient.

Si nous sommes bien informés, et nous avons toutes raisons de croire que les renseignements sont exacts, une nouvelle insurrection était préparée pour un des jours de cette semaine.

Les chefs du mouvement n'étaient point d'accord sur le jour et l'heure où ils commenceraient l'action. Quelques-uns des moyens proposés étaient si atroces, que les moins égarés d'entre eux reculaient devant leur adoption et se retiraient de l'entreprise.

C'est sans doute à leur indignation qu'on a dû d'être mis sur les traces de ces complots, et de prévenir les catastrophes dont Paris était menacé.

Les chefs les plus déterminés, sentant la nécessité d'agir avec promptitude, ont appelé hier soir, plusieurs amis de leur corps, auxquels il aurait fait recommander de se rendre chez lui, et de se tenir prêts.

Il paraît que les conspirateurs ont reçu pour instructions de guetter tous les officiers généraux et supérieurs, de s'en emparer ou de les empêcher ainsi la transmission et l'exécution des ordres militaires.

Des mouvements de troupes eurent lieu dans le faubourg de la Chapelle et du côté de Montmartre. On trouva sous plusieurs caissons, dans les allées, des matériaux tout prêts pour les barricades, des poutres montées, qui pouvaient être disposés en un instant.

Des investigations ont été opérées sur quelques individus vus dans les rues, et les papiers contenant des instructions que nous ne pouvons pas divulguer d'après ce détail.

Les garnisons des casernes et des couvents qui se trouvent en grand nombre dans les quartiers, devaient être enlevées et placées sur les barricades, afin de donner aux insurgés le temps de prendre toutes leurs mesures, dans le cas où elles seraient attaquées avant de les avoir complétées.

Aujourd'hui les abords du chemin de fer de Saint-Lazare, la place du Panthéon et le faubourg Saint-Jacques étaient encore occupés par les troupes.

Préfecture de police.

L'instruction judiciaire relative aux événements de juin marche aujourd'hui avec rapidité. Trois mille inculpés ont été interrogés par les juges instructeurs.

Aussitôt que la marche de l'instruction a été assurée, quatre commissions militaires ont été instituées pour déterminer, d'après l'examen des résultats de l'instruction, à laquelle des différentes classes déterminées par le décret du 25 juin 1848 devait appartenir chacun des inculpés.

Ce travail se poursuit avec une activité ferme et éclairée. Cent soixante-huit détenus ont déjà été mis en liberté comme n'étant sous le poids d'aucune charge résultant de l'instruction. Des publications ultérieures feront connaître la marche des travaux judiciaires.

Jusqu'à ce jour, le pouvoir exécutif de la république s'était abstenu de démentir les imputations sauvages d'exécutions nocturnes faites par suite de jugements secrets. Le pouvoir exécutif a compté sur la confiance et le bon sens public. Quelle que puisse être l'inquiétude de certains esprits, quelle que puisse être la disposition d'une partie de la population à accueillir les suppositions les plus étranges, le pouvoir exécutif persiste à penser qu'il n'avait pas à se défendre d'accusations semblables; il s'étonne seulement qu'elles aient été formulées, et signale à l'indignation des bons citoyens ceux qui exploitent, pour les aggraver encore les souffrances publiques et particulières.

Paris, le 11 juillet 1848.

Par ordre:

Le représentant du peuple préfet de police,
TROUVÉ CHAUVEL.

— Nous allons présenter un Bulletin rapide des nouvelles de Paris, des départements et de l'étranger:

Il se distribue dans les ateliers des écrits qui promettent 50 francs par chaque tête de garde mobile.

Le journal de M. Lamennais, *le Peuple constituant*, qu'il ne faut pas confondre avec le *Représentant du peuple*, cesse de paraître.

A Marseille, le 7 juillet, on a dissous deux compagnies de la garde nationale; la journée s'est passée dans les alarmes. Toute la garnison était sur pied.

A Toulon, le même jour, l'autorité paraissait craindre une attaque des ouvriers. 500 voraces de Lyon, enrégimentés et armés, sont arrivés; on n'a pas osé leur barrer le passage.

Il y a eu émeute à Bourges, à l'occasion de l'impôt sur les boissons, émeute à Aucazain (Ariège) au sujet de l'impôt des 45 centimes.

Par le télégraphe, on a reçu l'avis que le pape a reconnu solennellement la République française, le 7 de ce mois.

Plusieurs bureaux ont interrompu leurs travaux sur le projet de constitution et se sont occupés, dans la séance d'avant-hier et dans celle d'hier, du projet de loi relatif à l'impôt progressif sur les successions. Ce projet de loi a donné lieu à des débats très-animés. Plusieurs membres le repoussent complètement. Le principe du projet de loi a été vivement combattu. On pense que dans sa progression il finirait par absorber le capital lui-même et empêcherait ainsi sa formation. On a critiqué aussi les dispositions de détail, qui établissent une grande irrégularité de charges, parmi les héritiers. MM. Victor Hugo, Charles Dupin, Jules de Lasteyrie, Deslongrais, de Kerdel, David (du Gers), Allard, Mathieu, Bodet, Roux-Lavergne, Buffet, Lherbette, Besançon, Laussat, Lagarde et autres se sont prononcés contre le projet de loi. M. Brodhon même le désapprouve; sans doute il le trouve incomplet et insuffisant.

Les partisans de la mesure ont fait observer surtout que cette loi était toute de circonstance, et qu'il fallait venir au secours des finances. MM. Duclerc, Tassel, Repellin, Goutai, Langlais, Guérin, Menand, Gaslonde, Dupont (de Bussac) ont parlé en faveur du projet de loi; cependant ce dernier voudrait qu'il fut ajourné à une époque où la République, plus heureuse, pourrait entrer plus librement dans la voie des institutions démocratiques.

Les hommes de finances qui ont étudié la question, critiquent le projet de loi, non-seulement en principe, mais dans ses résultats, sous le point de vue financier. M. Léon Faucher, notamment, a cherché à prouver que le revenu de 30 à 36 millions que le ministre se propose d'obtenir, est tout-à-fait illusoire. On croit, en effet, généralement, que la division extrême et continue de la propriété ne rendra pas l'impôt productif, et que les testateurs rechercheront les moyens de faire des transmissions frauduleuses. Quelques membres ont émis le vœu qu'on facilitât au moins les transmissions de propriété en introduisant dans la loi une exception favorable aux premières acquisitions de peu de valeur. Les commissaires nommés jusqu'à présent sont MM. Gontai, Deslongrais, Gaslonde, Chaussour et Bodet.

Le cercle des représentants du Palais-National s'est réuni hier pour renouveler son bureau et s'entendre sur la direction qu'il donnerait à ses travaux. La réunion comptait près de 200 membres. Il a été décidé qu'elle s'occuperait avant tout, et comme question urgente, de rechercher par quelles voies législatives il serait possible de renouveler les sources du travail, du crédit, et de procurer à l'Etat les capitaux nécessaires pour atteindre immédiatement ce résultat. Il a été décidé en outre que la réunion s'efforcerait de faire accepter par l'Assemblée les bases et l'ensemble du projet de constitution. Enfin elle prêtera un sinistre appui, mais sans entendre enchaîner l'avenir, au général Cavaignac, dont les précédents, le nom et les principes connus offrent toute garantie à la cause de la République.

Le général Cavaignac écrit au *Constituant* que le *Représentant du peuple* n'a pas été supprimé, mais seulement suspendu.

On lit sur le mur d'enceinte, partie extérieure, près la barrière du Combat, ces mots, qui semblent être écrits avec la pointe d'une baïonnette: *Honneur aux braves morts pour la liberté de piller!*

On annonce que des tentatives de barricades ont été faites cette nuit dans le quartier Moutetard. La troupe de ligne est intervenue à temps pour disperser les émeutiers. Des renforts ont été dirigés aujourd'hui sur le faubourg Saint-Marceau et le quartier Moutetard, et des patrouilles circulent dans les rues les plus populeuses.

Des commissaires de police procédaient ce matin, accompagnés de détachements de troupe de ligne et de gardiens de Paris, au désarmement de plusieurs gardes nationaux du 2^e arrondissement.

Le numéro de la *Réforme* de dimanche dernier, qui reproduisait l'article du *Représentant du peuple*, intitulé *Le Terme*, et le numéro d'hier du *Peuple Constituant*, ont été saisis par ordre de M. le procureur de la République, comme contenant le délit d'excitation à la guerre civile.

M. de Lamartine, absent depuis quelques jours par suite d'une indisposition, a reparu aujourd'hui à l'Assemblée nationale.

Avant-hier, dans la matinée, un coup de fusil a été tiré d'une croisée de la rue Rambuteau sur un garde mobile qui passait isolément, et l'a tué raide. La balle l'a atteint dans l'œil et est ressortie de l'autre côté de la tête. On a dû s'arrêter dans la maison, où une visite a été faite. Le coup est parti d'une chambre habitée, dans laquelle on a retrouvé le fusil qui avait servi au crime. Une enquête est commencée pour découvrir le meurtrier.

Des ouvriers qui se trouvaient dans la foule que cet événement avait

amassé, disaient que depuis quelques jours on adressait dans les ateliers des écrits monstrueux, dans lesquels on promettait 50 fr. pour tuer un garde mobile, 40 fr. pour un soldat, 30 fr. pour un garde national, et 20 fr. pour un gardien de Paris.

Revue des journaux.

Les journaux de Paris ne se livrent qu'à de très-courts commentaires sur les derniers décrets présentés par le ministre de l'intérieur, notamment sur celui qui réglemente la liberté de la presse en maintenant un cautionnement. En général, ces commentaires, quelque brefs qu'ils soient, sont favorables au projet de décret. Le *Journal des Débats* l'approuve même en principe; les journaux de l'ancienne gauche, tel que le *Sicéle* et le *Constitutionnel*, tout en reconnaissant qu'il vaudrait peut-être mieux, en principe, ne frapper la presse d'aucune mesure préventive, donnent au décret une approbation sans réserve, à cause des circonstances exceptionnelles au milieu desquelles l'on se trouve. Le *Bien public*, beaucoup plus avancé que ces deux journaux, s'exprime à peu près dans le même sens, en souhaitant que le progrès des mœurs politiques permette d'affranchir bientôt la presse des entraves de cette nature. Le *National* est de moins bonne composition, il se déclare franchement contre le projet. L'*Union* fait de même. Quant à la *Réforme* nous n'avons pas besoin de dire qu'elle le trouve monstrueux. A plus forte raison, et c'est le même des autres organes de la république rouge que le décret fait rentrer à dater d'aujourd'hui dans le néant.

Nouvelles d'Allemagne.

Les nouvelles de Vienne nous annoncent que le ministre Dobbhoff, chargé de former un nouveau cabinet, a fait les démarches nécessaires pour sa nomination, et on espère que lors de l'ouverture de la nouvelle diète, le ministère se trouvera constitué.

A Berlin on se prépare à l'importante discussion qu'amènera la proposition de M. Jacobi, relative à l'irresponsabilité du vicair de l'empire. La droite et les deux extrêmes de l'assemblée nationale ont décidé d'accepter le combat, et ils s'attendent à une victoire tellement complète que la gauche sera forcée de renoncer enfin à son système d'opposition tracassière.

Le plan financier de M. Hansemann rencontre beaucoup de sympathie dans le public. L'annonce officielle que les domaines à affermer sans y comprendre même les forêts, seraient plus que suffisants pour couvrir les dettes de l'Etat, a produit le meilleur effet.

Des nouvelles particulières publiées par la *Gazette de Königsberg* mandent que l'empereur de Russie a donné au général prussien de Pfuel les décrets les plus rassurants sur ses intentions.

FRANCFORT, 12 JUILLET. — Hier soir entre 6 et 7 heures, le vicair de l'empire a fait son entrée solennelle dans notre ville. Dès 3 heures du matin, toute la population était sur pied pour saluer le prince, si impatientement attendu. Les corporations des arts et des métiers et les différentes sociétés étaient échelonnées avec leurs drapeaux et leurs emblèmes jusqu'à la frontière du territoire de la ville.

A la porte dite de Tous-Saints, on avait improvisé un arc de triomphe, où se trouvait l'inscription: La ville libre de Francfort au vicair de l'empire d'Allemagne.

Dès que l'artillerie eut annoncé l'arrivée de l'archiduc sur le territoire francfortois, toutes les cloches commencèrent à sonner, et la garde civique se rendit au-devant du prince pour le recevoir. Complimenté d'une manière aussi solennelle que cordiale par une nombreuse députation de la bourgeoisie, il répondit avec une touchante cordialité à l'allocution qui lui avait été adressée par M. le docteur Varrentrap.

La voiture, attelée de six chevaux, dans laquelle était assis l'archiduc, s'avancant lentement entre une double haie, formée par la garde civique de la ville et de la campagne, par les corporations, les différentes sociétés et par les troupes de ligne. Une foule innombrable se pressait sur le passage du prince et faisait retentir les airs de cris et de transports d'allégresse, répétés par les nombreux spectateurs qui garnissaient les fenêtres des maisons ornées de guirlandes, de fleurs, de tapis et de drapeaux.

A l'entrée de l'hôtel de Russie, où est descendu l'archiduc, le vénérable vicair de l'empire, qui paraissait vivement ému des preuves de confiance si unanimes, fut reçu par des députations de l'assemblée nationale et du sénat de la ville libre de Francfort.

Le président de l'assemblée nationale, M. de Gagern, adressa à S. A. I. l'allocution suivante:

Illustissime archiduc et vicair de l'empire, l'assemblée nationale m'a chargé de saluer respectueusement en son nom, à la tête de cette députation, V. A. I. au moment de son arrivée. Je puis être l'organe des sentiments de gratitude qui se sont manifestés partout, lorsqu'on a appris que V. A. I. s'était si promptement décidée à se charger de suite du pouvoir central provisoire, qui a été confié légalement à V. A. I. L'Allemagne entière partage ces sentiments de gratitude et voit dans la magnanime résolution de V. A. I., laquelle est suivie de près de son exécution, la garantie d'un plus heureux et plus glorieux avenir. Nous devons espérer que V. A. I. a l'intention de se rendre dans l'assemblée nationale pour y commencer formellement par un acte solennel les hautes fonctions de vicair de l'empire. Notre mission a aussi pour objet de connaître respectueusement les intentions de V. A. I. à cet égard.

Le vicair de l'empire a répondu.

Je vous remercie, messieurs, de cette réception. Lorsque j'appris le choix du peuple allemand, je fus étonné que ma grande patrie, la grande Allemagne, eût pensé à moi, homme simple et déjà sur l'âge. L'homme se trouve quelquefois dans des cas où il ne doit pas hésiter à défier aux demandes qu'on lui adresse, quelle que soit la position dans laquelle il se trouve. Quand la patrie a parlé, il faut lui sacrifier ses dernières forces, ses dernières années. Voilà ce qui m'a décidé à me rendre à votre appel, pour me lever avec vous, comme avec des frères, une œuvre grande et sainte. Ici, je vous appartiens.

En prononçant ces dernières paroles, le vicair de l'empire s'avancant vers la députation, qui formait un cercle autour de lui.

Bientôt, l'archiduc parut sur le balcon et adressa quelques paroles à la foule immense réunie devant l'hôtel.

Habitants de Francfort, dit-il, recevez mon salut. Je suis venu ici par le vœu de l'assemblée nationale pour travailler avec ces hommes (les députés) de toutes les contrées de l'Allemagne à la prospérité de toute la grande patrie allemande. En unissant nos forces, nous atteindrons, j'en suis certain, ce grand but. Vive l'Allemagne! vive Francfort!

Ces paroles furent accueillies avec des transports de joie de la part des habitants, qui paraissaient vivement impressionnés de la grande importance des événements dont leur ville est devenue le théâtre.

Entre 9 et 10 heures du soir on a donné à l'archiduc, Jean une sérénade aux flambeaux. Plusieurs morceaux ont été exécutés devant l'hôtel de Russie par les différentes sociétés de chant. Le prince a exprimé ses remerciements par quelques paroles, empreintes de bonté et de cordialité. Le cortège comptait plus de 2000 flambeaux. La fête ayant déjà atteint l'extrémité de la Zeil qu'on voyait toujours apparaitre de nouveaux flambeaux sur le Rogamarkt.

FRANCFORT, 12 JUILLET. — Dans la séance d'aujourd'hui de l'assemblée nationale, M. Heckscher a fait, au nom de la députation envoyée à Vienne, un récit détaillé de son voyage, qui se rattache à ce voyage. Il a été accueilli par la députation et les députés les plus brillants et empreint du plus pur enthousiasme. Après cette intéressante relation, M. le président a invité la commission des 50, qui avait été élue par l'assemblée pour se rendre auprès de S. A. I.

Le vicar de l'empire, à l'introduire dans l'assemblée, et à s'acquitter de sa mission.

Les membres de la commission, à la tête desquels se trouvait M. le vice-président de Soiron, ont défilé à l'invitation du président. La séance a été suspendue pendant une demi-heure.

Au bout de ce temps, le vicar de l'empire, accompagné de la députation, est entré à l'église de St-Paul. S. A. I. s'est rendu entre une double haie de gardes nationaux et de troupes de ligne, échelonnées depuis l'Hôtel de Russie jusqu'à l'église de St-Paul.

M. le président de l'assemblée a pris la parole et a adressé une courte allocution au vicar de l'empire, dans laquelle il a fait ressortir que la nation attendait de lui un dévouement entier et sans bornes aux intérêts de la patrie commune. M. le président a ensuite demandé au vicar de l'empire une déclaration affirmative au sujet de la loi relative au pouvoir central provisoire, en invitant M. le secrétaire Biedermann à donner lecture de cette loi.

La lecture terminée, S. A. I. le vicar de l'empire a déclaré à haute voix qu'il acceptait toutes les conditions qui lui étaient imposées par cette loi et qu'il se dévouait sans réserve aux intérêts nationaux, qu'il ne retournerait à Vienne que pour ouvrir la session de l'assemblée constituante d'Autriche et qu'il reviendrait à Francfort immédiatement après l'accomplissement de cet acte, pour y exercer exclusivement les fonctions de vicar de l'empire.

Cette déclaration a été saluée par un triple vivat et les acclamations unanimes de l'assemblée.

Le vicar de l'empire a quitté l'église, ayant à ses côtés M. le président, et sans que la députation, il est retourné à sa demeure.

Après le départ de l'archiduc dans son hôtel, une députation de la diète, composée de la commission militaire fédérale s'est rendue près de M. le vicar de l'empire, et l'a accompagné au palais de la diète, où les deux autorités susmentionnées ont remis leurs fonctions entre les mains du vicar de l'empire, qui a répondu par quelques paroles obligeantes aux discours qui lui ont été adressés en cette occasion.

TRIESTE, 5 JUILLET. — Depuis ce matin la flotte italienne n'est plus en vue de notre port. Le steamer ionien l'Eptanisos a apporté la nouvelle qu'un bateau-à-vapeur sarde, qui a fait du charbon à Ancône, doit se joindre à la flotte italienne. Un capitaine de navire raconte qu'une flotte napolitaine, composée de deux vaisseaux de ligne rasés, 2 frégates, 1 brick et 6 bateaux-à-vapeur, a jeté l'ancre devant Brindisi.

Qui sait, ajoute le correspondant de Trieste, si nous ne serons pas débarrassés miraculeusement de la flotte ennemie lorsque le fils de Charles-Albert sera proclamé roi de Sicile?

PARIS, 4 JUILLET. — Bien qu'il ait été ordonné de faire de sévères perquisitions ici à l'effet de saisir les armes et les munitions de guerre qui pourraient être encore cachées, il manque encore environ 3,000 fusils et un nombre égal de sabres, distribués dans le temps par le gouvernement. On a procédé à une revue des prolétaires. Ceux d'entre eux qu'on a trouvés propres au service militaire ont été enrôlés pour être envoyés en Italie; ceux qui sont étrangers à la ville ont dû la quitter. La même mesure a atteint les étudiants compromis dans la récente insurrection.

Quant aux personnes prévenues d'avoir pris une part active à la révolte et qui se trouvent incarcérées, je suis à même de vous fournir les détails suivants. Le comte Buquoi refuse de répondre, ou plutôt il se renferme dans un système de dénégation complet. On parviendra cependant à établir sa culpabilité en présence du fait connu qu'il a dépensé plus d'un demi-million pour l'organisation du Swornost. Le comte Albert Deym, qui avait précédemment fait des aveux, imite maintenant l'exemple du comte Buquoi, son beau-père. Il en est de même de Fester, docteur Brauner et du vicar Breier. Il n'y a que le baron Villani qui ait fait des aveux complets.

La Gazette de Berlin contient ce qui suit, sous le titre de Recettes des droits de douanes et de consommation.

Les recettes des droits de douanes et de consommation, pendant les cinq mois correspondants de l'année précédente, n'a présenté qu'une diminution de 35,957 rixdalers. Il y a cependant lieu de faire observer qu'il y a eu une stagnation presque complète dans l'importation des manufactures allemandes en lin, coton, laine et soie, et que ce sont précisément les droits perçus sur ces articles qui forment la principale partie du produit total des douanes. Il est utile d'ajouter que les droits de douane perçus sur l'importation totale des usines manufacturières et commerciales de la même espèce, provenant des fabriques d'Angleterre et de Russie, se sont élevés à environ 450,000 rixdalers, formant par conséquent un tiers du produit total des droits d'entrée. En présence de ce fait et en attendant encore en ligne de compte l'interruption du commerce avec les duchés, Hambourg, etc., il devient évident que, malgré cette circonstance, les importations ont été cette fois plus considérables que l'année précédente. Les importations d'autres articles, tant de l'intérieur que de l'étranger, continuent également d'être assez importantes. Pendant le mois de juin dernier, l'importation des céréales s'est élevée à environ 43,000 tonneaux, dont 13,000 de seigle. L'exportation a été de 12,000 tonneaux consistant pour la plupart en froment et avoine. Plus tard, nous publierons un aperçu plus exact des marchandises importées de l'étranger durant le premier semestre de la présente année.

D'après un bruit, qui cependant mérite confirmation, il est survenu une collision sanglante entre les troupes suédoises et danoises dans la Fionie. On dit que 200 hommes sont restés sur le carreau. (Börsenhalle.)

EXTRAIT DES CYRÈS.

Apprenant des derniers événements de Paris, M. Alphonse Karr a prononcé quelques rudes vérités qu'il est bon de faire entendre et de répéter sans cesse.

« Que la victoire soit un triomphe pour personne. — on ne triomphe pas quand on est tombé par terre. — on ne triomphe que par le reste du corps, et souvent, disent les vieux soldats, on n'a que le bras qu'ils ont laissé à Austerlitz ou à Wagram.

« Maintenant confessez-vous tous.

« Quelle instruction avez-vous donnée au peuple depuis quatre ans? — vous lui avez appris à lire, et ensuite vous ne lui avez donné que des mensonges.

« Le peuple n'avait autrefois que la faim, la soif du corps, — vous avez excité la faim et la soif de son intelligence, puis vous ne lui avez servi que des mets pour le moins pimentés et le plus souvent empoisonnés, — des liqueurs enivrantes et vertigineuses, — vous avez nourri son esprit d'opium et de haschisch.

« A vous entendre, depuis trente ans, toute loi était une tyrannie, tout magistrat un oppresseur, — toute récompense du travail et du talent, privilège et corruption, tout frein à la licence un attentat aux libertés publiques.

« Dans vos journaux, toute démarche d'un agent du gouvernement était blâmée, — toute démarche faite contre lui était exaltée.

« Vous étiez toujours, pour l'homme arrêté, contre le commissaire et le gendarmier; — il suffisait à un cocher d'être pris en contravention par un sergent de ville pour être cité dans vos feuilles comme prolétaire intelligent.

« Pour vous emparer du char et prendre la place du cocher, vous avez coupé un à un tous les fils dont étaient tissées les rênes qu'il avait dans la main; — vous avez proclamé l'indépendance des fonctionnaires et l'indépendance des baionnettes; — vous avez détruit toute autorité, toute discipline; — vous avez ridiculisé tous les devoirs, vous avez exagéré tous les droits; — vous n'avez pas même hésité à priver le peuple ignorant, vous lui avez enlevé sa bibliothèque, ses idées, ses livres; — vous avez appris à l'homme à se méfier de son supérieur, non dans le travail patient, mais dans le mouvement brutal.

« Et aujourd'hui, vous êtes semblables à l'élève du sorcier du poète allemand; il a découvert un remède qui oblige les génies à faire ce qu'il

leur ordonne; il a soif, il demande de l'eau, les génies obéissent; mais comme l'apprenti sorcier ne sait pas ce qu'il fait, pour les génies, ils ne portent toujours de l'eau, inondent le pays et le noient.

« Vous avez, — je vous l'ai reproché cent fois, — mis le feu à la maison, pour faire cuire la côtelette de votre propre déjeuner.

« Les gens qu'il a bien fallu tuer aux barricades de juin, — croyez-vous qu'ils n'étaient pas aux barricades de février?

« Ces forçats libérés, — ces bêtes féroces, — ne les avez-vous pas pronés quand ils travaillaient au bénéfice de votre ambition? — ne les avez-vous pas confondus dans vos éloges, dans vos récompenses, dans vos flatteries avec le vrai peuple, avec les ouvriers? — Avez-vous songé à séparer le peuple de la populace?

« Oui, vous y avez songé une fois, — vous avez institué la garde mobile. — Eh bien! avec des souliers et des habits, — avec surtout quelques mots d'honneur, en leur apprenant quelques devoirs, — en leur disant: « Vous êtes soldats, la patrie compte sur vous. — vous avez fait une armée de héros de ces pauvres enfants qui viennent de réhabiliter la croix d'honneur et qui, si vous les aviez laissés ignorants, s'ils n'avaient été aux barricades du côté de l'ordre, — y auraient été de l'autre côté. »

THEATRE-ROYAL-FRANCAIS DE LA HAYE.

Samedi, 15 Juillet 1848. (Représentation n° 18.)

Le Barbier de Séville,

opéra comique, paroles de Beaumarchais, arrangées sur la musique de Rossini, par Castil-Blaze.

M. FAUPEY, bariton, Maitin, remplira le rôle de Figaro.

M. OBER, chanteur de basse noble, remplira le rôle de Basile.

Mlle ROUVROY, première chanteuse légère, remplira le rôle de Rosine.

Précédé de:

Le Chevalier du Guet,

comédie en deux actes, par M. Lockroy.

On commencera à 7 heures.

ANNONCES.

Hôtel de la Grande-Bretagne,

PLACE ROYALE BRUXELLES.

Cet hôtel se recommande aux voyageurs pour sa belle situation, son confort et ses prix modérés.

TABLE D'HOTE à 2 et à 5 heures, 2 francs 50. (168)

FONDS PUBLICS, CHANGES ET BULLETINS DE BOURSE.

AMSTERDAM, 13 JUILLET. — Quelques commissions d'achats qui se sont effectuées en fonds hollandais, ont rétabli généralement leurs cours. Les transactions étaient fort animées.

Tous les fonds étrangers se sont ressentis de cette tendance favorable. Les autrichiens ont donné lieu à d'assez actives affaires.

ROTTERDAM, 13 JUILLET. — Les intégrales, sans avoir donné lieu à des affaires importantes, sont recherchées en hausse. Les autres fonds n'ont presque pas varié.

PARIS 12 JUILLET. — Nous avons à signaler sur nos fonds et sur la plupart des autres valeurs une reprise assez importante. La bonne tenue des fonds anglais et quelques escomptes qu'on a faits, ont suffi pour ranimer la confiance. Le 3% est à 48 fr. 50, ferme à 49-50 en hausse de 1 1/4 sur hier.

Les obligations de la ville ont été portées à 1130. Les obligations de la Ville de Valenciennes 2300, en hausse de 50 fr. — A terme le 3% est à 48 fr. 50 et le 5% à 73-75.

Chemins de fer. Il y a hausse de 45 fr. sur l'Orléans (695); de 30 fr. sur le Rouen (500), de 11-25 sur le centre (285), de 12-50 sur le Nord (252 50), de 10 fr. sur le Havre (235), et le Lyon 333-75; de 7-50 sur le Nord (330), de 6-25 sur le Versaillais, rive gauche, (106-25), de 5 fr. sur le Nord (200), et le Bâle (100), de 3-75 sur le Strasbourg (865), de 2-50 sur le Versaillais, rive-droite, (125), et le Tours à Nantes (347-50), le Bordeaux resto comme hier à 405.

Fonds étrangers. — Le 5% (1840) seul fonds belge cote, reste comme hier à 77; l'emprunt romain a baissé de 1/2 à 61; celui du Piémont n'a pas varié à 800. On a fait le Haïti à 150. Il ne s'est rien fait dans les autres fonds étrangers.

LONDRES, 11 JUILLET. — Les fonds anglais ont ouvert aujourd'hui un peu en baisse, par suite de l'incertitude qui règne encore dans la question du Schleswig-Holstein. Peu-à-peu cependant les cours se sont rétablis et ont formé 1/4 p. c. au-dessus de celui de la veille. La première cote des cons. était 86 7/8 à 87 et la dernière 87 1/4 à 3/8. Les cons en liquidation ont également fermé à 87 1/4 à 3/8; bills de l'échiquier échéance de juin, 33 à 36 sh. échéance de mars 41 à 44 sh. de prime. Les transactions en actions de chemins de fer étaient peu importantes et leurs cours ont éprouvé peu de variations. Les affaires en fonds étaient également insignifiantes, mais les cours se sont bien soutenus.

Aujourd'hui à en lieu à London Tavern une assemblée des détenteurs de fonds péruviens, dans le but d'approuver de leur comité quelques particularités relatives aux propositions du gouvernement péruvien apportées par le dernier paquebot. Toutefois, elles ont été généralement jugées peu susceptibles d'examen, et les détenteurs des fonds péruviens, sur l'avis du comité, les ont rejetées à l'unanimité. Ces propositions contenaient en substance ce qui suit:

Le gouvernement péruvien demande que les obligations de l'emprunt de 1822 et 1825 soient annulées et remplacées par de nouvelles émises à Londres ou à Lima, portant intérêt de 3 p. c. à partir du 1er décembre 1849; en sorte que le premier dividende de 1 1/2 p. c. écherra en juin 1850. Le reste du 3% continuera jusqu'en novembre 1854, à quelle époque l'intérêt serait augmenté annuellement jusqu'à ce qu'il ait atteint le taux de 6 p. c.

Quant aux intérêts arriérés de 135 liv. par pièce, le gouvernement péruvien propose d'émettre des obligations de 100 liv. sterl. sur lesquelles il ne sera pas payé d'intérêts avant décembre 1854. Alors elles commenceraient à porter intérêt de 1% qui serait augmenté annuellement de 1/4% jusqu'à ce qu'en 1862 il ait atteint le taux de 3%.

Il est également promis une certaine somme pour l'amortissement de la dette, mais cette somme n'est pas désignée.

La proposition dit encore que le tiers du revenu du Guano sera affecté au paiement des nouvelles obligations.

La conduite du gouvernement péruvien a donné lieu à de vifs débats dans l'assemblée. On croyait et voit maintenant le but avoué de retarder encore davantage la régularisation de la dette. Cependant, le comité a montré une grande confiance dans le résultat qu'on pouvait attendre des représentations que M. Adams, le chargé d'affaires britannique au Pérou, a mission de faire sur ces propositions, ainsi que sur les efforts réels de M. Maclean, Rowe et Co. Le président a annoncé que la veille il avait reçu une communication confidentielle de lord Palmerston, d'après laquelle l'attention du gouvernement de Lima sera sérieusement appelée sur les prétentions des détenteurs de fonds.

Plusieurs résolutions ont été prises dans cette séance; les détenteurs des fonds ont fait connaître leur mécontentement de la conduite perfide du gouvernement péruvien et de la proposition inconvenante dont il vient d'être fait mention et qui lèse les droits des détenteurs de ces fonds. On a résolu également d'invoquer de nouveau le concours de lord Palmerston.

FRANCFORT, 12 JUILLET. — Les fonds étaient très-fermes; les lots de Bade de 35 florins étaient surtout fort recherchés.

2 1/2 p. c. métal, 34 3/4; 4 1/2 p. c. wurtemb., 92 3/4; lots de Bade, 26 1/4.

BERLIN, 13 JUILLET. — La tendance des transactions des actions de chemins de fer a été aujourd'hui telle que les cours de tous ces effets ont pris un essor considérable. Les actions des chemins de fer ont été négociées à la clôture au-dessus de la cote.

BOURSE D'AMSTERDAM DU 13 JUILLET. Table with columns for various financial instruments like Dite act., Dite liq., Emp. des l., etc., and their corresponding values.

BOURSE DE ROTTERDAM DU 13 JUILLET. Table with columns for PAYS-BAS, ESP., and RUSSIE, listing various financial instruments and their values.

BOURSE DE PARIS DU 12 JUILLET. Table with columns for 3 p. c. au compt., Emprunt 1847, etc., and their values.

BOURSE DE LONDRES DU 11 JUILLET. Table with columns for Cons. Compt., Dite liquidat., etc., and their values.

BOURSE D'ANVERS DU 13 JUILLET. Table with columns for Belg. C. de la Bq. B., Cert. de la soc., etc., and their values.

BOURSE DE BRUXELLES DU 12 JUILLET. Table with columns for Obligat., Russ. (Roths.), Dite Stiegl., etc., and their values.

BOURSE DE FRANCFORT DU 12 JUILLET. Table with columns for Métalliques, Banque, etc., and their values.

BOURSE DE VIENNE DU 10 JUILLET. Table with columns for Dite de 250, etc., and their values.

BOURSE DE BRUXELLES DU 12 JUILLET. Table with columns for Emp. 1840 5 p., 1842 5 p., etc., and their values.

CHANGES D'AMSTERDAM DU 13 JUILLET. Table with columns for Paris court., 2 m., etc., and their values.

CHANGES D'ANVERS DU 13 JUILLET. Table with columns for Amsterdam c., 2 m., etc., and their values.

CHANGES DE BRUXELLES DU 12 JUILLET. Table with columns for Amst. court., 2 m., etc., and their values.

CHANGES DE FRANCFORT DU 12 JUILLET. Table with columns for Amsterd. court., 2 m., etc., and their values.

CHANGES DE VIENNE DU 10 JUILLET. Table with columns for Amsterd., Augsbourg., etc., and their values.

CHANGES DE BRUXELLES DU 12 JUILLET. Table with columns for Amsterd. c., 2 av., etc., and their values.

PAR TELEGRAPHE. Bourse d'Amsterdam.

Table with columns for PAIS-BAS, ESPAGNE, RUSSIE, AUTRICHE, listing various financial instruments and their values.

A LA HAYE chez C. van der Meer